



Chirac et le dialogue social : derrière les sourires, les mauvais coups !

La semaine dernière, Chirac présentait devant le Conseil économique et social son projet de loi sur « la modernisation du dialogue social ». Il prétend vouloir en finir avec ce qu'il appelle « la culture du conflit » pour mieux faire accepter les réformes, c'est-à-dire la remise en cause des acquis et des droits des salariés. Quel boniment au moment où Peugeot vient d'annoncer 10 000 licenciements, Airbus un plan d'économies c'est-à-dire des milliers de licenciements dans les 4 ans à venir, où l'Etat lui-même prévoit dans son budget la liquidation de 15 000 postes de fonctionnaires... A l'approche des élections, Chirac et Villepin, obsédés par l'idée de contrer Sarkozy, jouent les hommes de dialogue. Belle hypocrisie dont les travailleurs et les chômeurs ne seront pas dupes.

« CONCILIER L'INCONCILIABLE »

La présidente du Medef, Laurence Parisot, s'est félicitée de ce discours « novateur et fondateur » de Chirac ! On la comprend, elle qui faisait sa rentrée politique en proclamant sa volonté de « concilier l'inconciliable », c'est-à-dire de faire accepter par les salariés ou leurs syndicats de sacrifier leurs propres intérêts à ceux du patronat au nom de la défense de l'entreprise et du pays. Les conditions de travail et de vie ne cessent de se dégrader et ces privilégiés qui ne savent pas quoi faire de leur fric voudraient que les salariés, les jeunes, les chômeurs, les précaires acceptent de nouveaux reculs, plient devant de nouvelles attaques. Ce serait accepter une véritable régression sociale pour la grande majorité de la population.

AU SERVICE DU MEDEF

Si Chirac et Villepin essayent de faire oublier le CPE et le CNE, la privatisation de GDF et tous leurs mauvais coups, leur politique, tout comme celle de Sarkozy, ne vise qu'à satisfaire les exigences du patronat. Pour eux, « il faut plus de contrat et moins de loi ». Moins de loi, c'est moins de droits. Plus de contrat,

c'est plus de pouvoir pour les patrons, des entreprises « libérées de contraintes inutiles » selon les mots de Chirac. En clair, cela veut dire que l'Etat doit leur permettre d'avoir à leur disposition une main d'œuvre flexible et précaire.

Engagé dans une folle course à la concurrence et au profit, le patronat n'a qu'une obsession, « diminuer les coûts ». Il impose sa politique et ses objectifs au gouvernement qui est là pour les appliquer et les faire accepter par les classes populaires.

LE PROGRES, C'EST LA DEMOCRATIE ET LES DROITS SOCIAUX

Et c'est avec un cynisme sans borne que tout ce que cette société compte de privilégiés, petits et grands, répète inlassablement le discours officiel sur la modernisation et le progrès social qui passerait par le marché, la concurrence, la remise en cause des acquis des salariés.

Loin de se plier à ce discours les travailleurs et leurs organisations doivent le dénoncer, le combattre tant par la propagande que par les luttes. Au lieu de cela, les dirigeants des grandes confédérations syndicales se sont réjouis des propos de Chirac.

C'est tout l'opposé dont les travailleurs ont besoin. Face à un patronat qui impose ses volontés, il est nécessaire que nous nous donnions les moyens de faire pression, de faire réellement peur aux capitalistes, par les mobilisations et les luttes.

La société est malade de cette course effrénée à la rentabilité financière, inhumaine, qui broie les individus et les rejette.

Le progrès a toujours été l'œuvre des classes populaires, de leurs luttes pour plus de droits, démocratiques et sociaux. Moins de droits, c'est la régression sociale.

Il y a urgence à y mettre fin.

Le 16/10/06

Je souhaite prendre contact avec la LCR

NOM PRENOM

ADRESSE

Téléphone : Email :